



Philippe Biéler, devant le Grand Hôtel du Cervin à St-Luc, à la restauration duquel il collabore avec d'autres personnes attachées au Val d'Anniviers

Philippe Biéler vor dem Grand Hôtel du Cervin in St-Luc, an dessen Restaurierung er zusammen mit anderen ans Val d'Anniviers gebundenen Personen arbeitet

PHILIPPE BIÉLER, PRÉSIDENT SORTANT DE PATRIMOINE SUISSE

«Nous devons contribuer à construire le patrimoine bâti de demain»

Après douze années passées à la présidence de Patrimoine suisse, Philippe Biéler quittera ses fonctions en juin 2017. A l'occasion de la fin de son mandat, il s'exprime sur son bilan et sur les défis qui se profilent pour l'association. *Lorette Coen, journaliste, Lausanne*

La ligne que Philippe Biéler s'est assignée, d'une activité publique à l'autre, se résume en un mot: discrétion. Posture paradoxale pour l'homme politique qu'il fut, autant que pour le président d'une prestigieuse organisation comme Patrimoine suisse. En effet, comment tout à la fois s'effacer et représenter? Comment conduire et imposer tout en maintenant une attitude de réserve? Ici, deux autres attributs interviennent pour décrire son action: habileté, fermeté. Philippe Biéler, qui ne manque ni d'enthousiasme ni d'élan, a exercé ses différentes fonctions en faisant de la pondération et de la modération le tremplin même de ses audaces. L'association Patrimoine suisse, dont il avait accepté la présidence nationale, après dix années comme conseiller d'Etat vaudois, n'est plus du tout la même au moment où il la quitte, au terme de trois mandats.

Un travail d'unification

En douze ans, la vieille Schweizer Heimatschutz, un nom synonyme de conservatisme, est devenue méconnaissable: dynamique et en pointe dans tous les combats relatifs au patrimoine bâti, selon une mission et des méthodes entièrement redéfinies. Cette mutation profonde lui est-elle due? «Non, illusion d'optique», affirme-t-il. L'arrivée de Philippe Biéler, en 2005, coïncide avec le centenaire de la maison. Pour marquer le tournant, l'équipe alors en place effectue un énorme travail de mise à jour. Qui se traduit par l'adoption d'une charte. Ce document pose les bases de la nouvelle orientation de Patrimoine suisse: désormais engagée dans la réalité contemporaine, attentive au patrimoine du futur, faisant de la médiation l'un des principaux outils de ses interventions. Un travail d'unification est accompli avec l'adoption du même nom pour toutes les sections cantonales et avec le rafraîchissement du logo.

«Une quasi révolution», commente celui qui, prenant les rênes, devra contribuer à son application et accompagner le changement. «Cette charte me satisfaisait très largement.» Deux grands projets sont alors lancés, auxquels le nouveau président et l'équipe s'attèlent aussitôt: se donner une Maison du patrimoine – ce sera la Villa Patumbah, à Zurich, inaugurée en août 2013 – et développer Vacances au cœur du patrimoine. Cette fondation, créée à l'occasion du centenaire, reprend des bâtiments historiques menacés, les rénove et les loue – avec grand succès – comme logements de vacances. Manière de préserver, de mettre en valeur, de donner sens et vie à l'ancien, ce qui résume le programme de l'institution.

En louant la Villa Patumbah, Patrimoine suisse dispose désormais de l'espace nécessaire pour accueillir les écoliers et les étudiants, pour présenter des expositions, pour monter des ateliers et œuvrer à l'éducation dans le domaine du bâti. Le président souhaitait trois lieux pour Patrimoine suisse, un par région. La Fondation tessinoise Valle Bavona, désormais centre d'accueil dédié aux paysages culturels de montagne, met tout juste en activité son projet de «Laboratoire Paysage». En revanche, le projet romand est encore en gestation. Sera-t-il lié à la Fondation Culture du Bâti (CUB) qui devrait trouver place dans le futur Pôle muséal lausannois? Ce n'est qu'une hypothèse.

«L'idée forte, qui définit notre principale mission et nous guide, se trouvait déjà en germe dans la refondation de Patrimoine suisse: nous devons contribuer à construire le patrimoine bâti de demain et faire en sorte que le monde à venir soit meilleur du point de vue de la beauté et agréable à vivre.» Et Philippe Biéler de rappeler l'origine de l'organisation, créée par Marguerite Burnat-Provins, poétesse et artiste, sous le nom de Ligue pour la beauté. «Ce qui suppose de s'occuper autant de nos racines historiques que de ce qui se passe aujourd'hui et de ce que l'on construit pour demain.»

La découverte de l'urbain

«Une large partie des bâtiments de notre pays a été édifée après la Seconde Guerre mondiale et ce mouvement se poursuit. Or 95% de ces constructions sont de qualité médiocre. Ce qui dénote une faible culture du bâti et une prédominance de l'intérêt économique sur la qualité de vie», déplore Philippe Biéler. Au cours de ses années de présidence, il a assisté à un changement majeur: la découverte de l'urbain, désormais inclus dans la vaste notion de développement territorial. «Il s'agit de cesser de considérer le bâti sous l'angle de l'objet individuel mais de s'intéresser aux concentrations de constructions et de populations, aux lieux où se poseront les problèmes futurs; autrement dit, aux espaces urbains et suburbains.»

La succession des Prix Wakker décernés par Patrimoine suisse reflète clairement l'évolution de la perspective. Attribué dans le passé à des communes comme Stein am Rhein, Guarda, Ernen ou Porrentruy, menacées par la voiture et récompensées pour avoir préservé leurs centres historiques, le prix est surtout décerné aujourd'hui à des agglomérations qui soignent leur développement, favorisent la qualité architecturale des nouvelles construc-

tions, traitent de manière respectueuse leurs bâtiments historiques et se dotent d'un aménagement exemplaire. Le Prix Schulthess des jardins, qui reconnaît l'innovation dans le domaine paysager, joue un rôle analogue et complémentaire.

«J'ai contribué à cet élargissement», admet Philippe Biéler, tout en relevant le caractère collectif des décisions et sa relation de confiance avec ses deux secrétaires généraux successifs. «Mais le président exprime et donne l'impulsion.» A ce titre, il n'est pas indifférent que la réorientation se soit produite sous la houlette d'un Romand, homme politique de surcroît. Car désormais, Patrimoine suisse se conçoit comme un lobby et intervient activement dans toutes les questions relatives, de près ou de loin, au patrimoine bâti. S'agissant, par exemple, de la subvention fédérale accordée aux monuments historiques, son action a permis de limiter les réductions budgétaires. «Reste», déplore Philippe Biéler, «que nous aurions besoin de trois fois plus de moyens que ceux dont nous disposons». Fait inédit dans son histoire, Patrimoine suisse s'est jointe aux forces impliquées dans l'initiative populaire pour le paysage. Puis s'est trouvée à l'origine de la mobilisation et de l'alliance qui s'est formée autour de la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT), sur le thème de la densification urbaine.

Les combats à mener ne manquent pas

Curieusement, le rajeunissement de Patrimoine suisse et son engagement institutionnel surviennent alors que le nombre de ses membres – moins nombreux que les donateurs! – baisse de manière préoccupante. Philippe Biéler relève la différence entre l'adhésion forte suscitée au cas par cas par ses actions – ce qu'attestent les contacts enregistrés sur Internet – et l'intérêt faiblissant pour la mission générale. Certains prennent cette organisation privée sans but lucratif pour une instance officielle, d'autres la réduisent à la protection de monuments historiques. L'association, dont les moyens demeurent inférieurs à ses ambitions, doit donc augmenter son audience, faible en Suisse romande en particulier. Et donc développer ses publications, accroître ses canaux de communication, redoubler de présence et d'énergie.

PHILIPPE BIÉLER

Philippe Biéler, né en 1954, poursuit sa scolarité et ses études à Genève, Nyon et Lausanne. En 1981, il s'engage dans l'Association suisse des locataires (ASLOCA) dont il devient le secrétaire vaudois puis romand. En 1994, il est élu au conseil d'Etat du canton de Vaud, premier écologiste (les Verts) à occuper cette charge. Dès 1998 et jusqu'en 2003, il dirige le Département des infrastructures. Puis, en 2005, il accède à la présidence de Patrimoine suisse. Depuis 2010, il est vice-président de la société coopérative Mobility CarSharing (autopartage). Et dès 2015, il s'occupe activement de la restauration du Grand Hôtel du Cervin, à St-Luc (VS).

D'autant que les combats à mener ne manquent pas. Ainsi les attaques dont fait l'objet l'Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale (ISOS). Comment l'appliquer? Entrave-t-il le processus de densification? Constitue-t-il vraiment un obstacle au développement urbain? Patrimoine suisse lance le débat dans un colloque monté, en début d'année, avec l'Office fédéral de la culture et l'Association suisse pour l'aménagement national (ASPAN).

D'autres tensions plus locales peuvent survenir avec les sections cantonales de l'institution. La ligne actuelle de Patrimoine suisse n'a pas toujours été comprise. Il a fallu convaincre les puristes de la préservation. Il a fallu aussi surmonter les idées reçues et beau-

«Nous traversons une période où le patrimoine et la nature font l'objet d'attaques provenant de milieux issus de tout le spectre politique.»

coup expliquer, par exemple lorsque le Prix Wakker a récompensé les communes de l'Ouest lausannois pour leur vision et leur effort collectif en matière d'aménagement urbain. Respecter l'autonomie des sections, trouver des compromis et des solutions: ce chantier sans fin a beaucoup occupé le président. Mais l'incompréhension reste une menace permanente.

Et, remarque Philippe Biéler, «nous traversons une période où le patrimoine et la nature font l'objet d'attaques provenant de milieux issus de tout le spectre politique. A Berne, certains souhaitent réduire nos moyens d'action au nom de la priorité à l'assainissement énergétique. D'autres tentent de restreindre notre droit de recours, pourtant confirmé par le peuple il y a seulement six ans, grâce auquel nous pouvons nous faire les avocats du patrimoine et de la nature».

L'ancien élu des Verts au Conseil d'Etat vaudois n'a donc pas quitté l'action politique. Il l'a poursuivie à un autre niveau et par d'autres moyens. A ce stade, il faut convoquer un quatrième terme pour caractériser Philippe Biéler: la persévérance. En quittant Patrimoine suisse, il entend se consacrer aux travaux pratiques. A la vice-présidence de la coopérative Mobility, il aborde les mêmes préoccupations par un versant différent, celui d'une entreprise commerciale. Son autre grande affaire sera la sauvegarde du Grand Hôtel du Cervin, à St-Luc, en Valais, racheté collectivement par des particuliers désireux de lui rendre son lustre et de le faire classer monument historique. Réanimé et transformé en hôtel de charme, cet établissement construit à la fin du XIX^e siècle devrait avoir, comme Vacances au cœur du patrimoine, valeur d'exemple.

→ Le successeur de Philippe Biéler sera élu par l'Assemblée des Délégués du 24 juin 2017 à Sempach. A la fin du mois d'avril, le Comité central de Patrimoine suisse a proposé Martin Killias pour reprendre cette fonction. Ce publiciste et professeur de droit pénal renommé est membre de Patrimoine suisse depuis 1965 et préside actuellement la section zurichoise.

PHILIPPE BIÉLER, ABTRETENDER PRÄSIDENT DES SCHWEIZER HEIMATSCHUTZES

«Wir müssen zur Entwicklung des gebauten Erbes von morgen beitragen»

Nach zwölf Jahren an der Spitze des Schweizer Heimatschutzes tritt Philippe Biéler im Juni 2017 von seinem Amt zurück. Zeit, Bilanz zu ziehen und sich zu den kommenden Herausforderungen der Organisation zu äussern. *Lorette Coen, Journalistin, Lausanne*

Philippe Biéler (1954) begann seine politische Karriere 1981 als Kantonalsekretär der Waadtländer Mieterverbandes. 1988–1994 war er Secrétaire Romand des Schweizer Mieterverbandes, bevor er als erster Vertreter der Grünen in den Staatsrat der Waadt gewählt wurde, wo er 1998–2003 das Departement für Infrastruktur leitete. 2005 wurde er Präsident des Schweizer Heimatschutzes.

Zu den prägenden Eigenschaften des scheidenden Präsidenten zählen sicher Diskretion, Geschick und Standhaftigkeit. In seinen drei Amtszeiten hat sich der Schweizer Heimatschutz gewandelt, was aber nicht nur sein Werk ist. Als er sein Amt 2005 antrat, feierte die Organisation ihren 100. Geburtstag – ein Anlass für das gesamte Team, um das angestaubte Image aufzupolieren. Getan wurde dies mit einem Leitbild, das die Neuausrichtung definierte und mit der sich Biéler klar identifizierte: Der Heimatschutz sollte sich für das Geschehen von heute interessieren, zum Aufbau der Baukultur von morgen beitragen und das Instrument der Mediation nutzen. Gleichzeitig fiel der Startschuss zu zwei Grossprojekten: dem Plan zum Aufbau eines Heimatschutzzentrums, der 2013 mit dem Mietbeginn in der Villa Patumbah in Zürich realisiert wurde, und dem Aufbau der Stiftung «Ferien im Baudenkmal». Während Biélers Präsidentschaft rückten das städtische Umfeld und die Raumentwicklung zunehmend in den Fokus, wie auch der Wakkerpreis zeigt: Wurde er früher an Orte wie Stein am Rhein oder Ernen für den Schutz ihrer historischen Zentren verliehen, werden heute oft Agglomerationen geehrt, die ihre Siedlungsentwicklung umsichtig planen, die architektonische Qualität von Neubauten fördern und respektvoll mit ihren historischen Gebäuden umgehen.

Biéler betont, Entscheide seien immer im Team getroffen worden; der Präsident müsse aber Impulse geben. Es war daher sicher wichtig, dass in dieser Phase der Neuausrichtung ein Romand und zudem ein Politiker das Zepter in der Hand hatte. Heute versteht sich der Schweizer Heimatschutz als Lobby und mischt sich aktiv in die Politik ein. Diese Erneuerung war aber auch von einem Mitgliederschwund begleitet. In Zukunft muss daher insbesondere in der Westschweiz ein breiteres Publikum angesprochen werden. Auch Spannungen mit kantonalen Sektionen kamen vor. Nicht alle verstehen die heutige Stossrichtung der Organisation, und der



Marion Nitsch

Philippe Biéler ist noch bis im Juni 2017 Präsident des Schweizer Heimatschutzes.

Philippe Biéler assumera la présidence de Patrimoine suisse jusqu'en juin 2017.

abtretende Präsident investierte deshalb viel Zeit in die Suche nach Kompromissen und Lösungen. Unverständnis bleibt aber eine Gefahr, ebenso wie Angriffe gegen den Heimatschutz von allen politischen Seiten.

Philippe Biéler war immer aktiv und bleibt dies auch, etwa in der Mobility-Genossenschaft, wo er seit 2010 als Vize-Präsident amtiert. Ein anderes Projekt ist die Restaurierung des Grand Hôtel du Cervin in St-Luc VS – eine Herzensangelegenheit, für die er sich seit 2015 einsetzt. Dieses Gebäude vom Ende des 19. Jahrhunderts soll dereinst wie die Angebote der Stiftung Ferien im Baudenkmal zu einem Vorzeigeobjekt werden.

→ Der Nachfolger von Philippe Biéler wird an der Delegiertenversammlung vom 24. Juni 2017 in Sempach gewählt. Ende April hat der Zentralvorstand des Schweizer Heimatschutzes Martin Killias für das Amt vorgeschlagen. Der renommierte Professor für Strafrecht sowie Publizist ist seit 1965 Mitglied des Heimatschutzes und präsidiert aktuell die Sektion Zürich.